

A la rescousse de la promotion des vins

SUBVENTIONS Le Conseil fédéral a renoncé à prolonger la hausse des aides en faveur de la production suisse, contre l'avis du parlement. Des conseillers nationaux veulent défendre ces montants, indispensables selon eux au secteur viticole

YAN PAUCHARD
@yanpauchard

Les vendanges auront un goût amer cette année. Au vu de la situation difficile des finances de la Confédération, le Conseil fédéral veut économiser dans le domaine de la promotion des vins suisses. La décision provoque d'autant plus la colère des vigneron·nes qu'elle va à l'encontre de la volonté du parlement, qui avait en décembre 2022 entériné une hausse de ce soutien, le faisant passer de 2,8 à 9 millions de francs. Une victoire finalement de courte durée pour le milieu viticole, vu que moins d'une année plus tard, la ministre des Finances Karin Keller-Sutter a choisi de ne pas reconduire le vote du parlement dans le prochain budget, et propose de revenir à 2,8 millions de francs.

«On ne peut pas faire un tel stop-and-go»

BENJAMIN RODUIT, CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE/VS)

Ce retour à la case départ fait bondir le conseiller national valaisan Benjamin Roduit, à l'origine de la proposition d'augmenter les moyens des milieux de promotion des vins suisses. «On ne peut pas faire un tel stop-and-go», fulmine l'élu du Centre. Des campagnes ont été lancées. Il ne s'agit pas seulement d'affiches vantant les produits, mais de la mise sur pied de véritables circuits de distribution. C'est un travail de longue haleine, dont les fruits se récoltent après une période de trois à cinq ans. Tous ces efforts auront été vains si on revient déjà aujourd'hui en arrière.»

Situation de «concurrence déloyale»

Benjamin Roduit demeure conscient des difficultés d'une Confédération qui a notamment dû opérer des coupes linéaires



Les vigneron·nes sont en colère à la suite de la décision du Conseil fédéral, qui va à l'encontre de la volonté du parlement.
(GRANDVAUX, 4 OCTOBRE 2016 / JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

de 2% sur les dépenses, mais «c'est notre rôle à Berne de placer des priorités». Et pour le Valaisan, lui-même fils de vigneron, la promotion des vins suisses en est une, car ceux-ci sont victimes d'une «situation de concurrence déloyale» vis-à-vis des produits étrangers. «L'Italie, par exemple, dépense à elle seule 18 millions d'euros pour promouvoir ses vins en Suisse», relève encore le conseiller national. C'est d'ailleurs ce chiffre qui avait servi de calcul pour sa proposition au parlement. «La Confédération versait 9 millions auxquels se rajoutaient

9 millions de francs mis par les acteurs de la branche», rappelle encore le centriste. Mais pour le conseiller national, la messe n'est pas encore dite. La discussion finale sur le budget aura lieu en décembre, avec le nouveau parlement, et Benjamin Roduit promet d'intensifier son action durant cet automne pour faire remonter ce soutien à la promotion des vins. Il s'agit également d'une question de «cohésion nationale», la vigne étant le seul secteur agricole où la Suisse romande est majoritaire avec trois-quarts de la production.

Dans son combat, le centriste sera épaulé par son collègue PLR Jacques Bourgeois, président de la Fédération suisse des vigneron·nes et membre de la commission des finances du National.

Enjeu immense pour les professionnels
A ses yeux, cette aide est indispensable si l'on veut faire remonter les parts de marché des vins suisses à 40% (contre 37% en 2019). Pour l'un des derniers combats sous la Coupole du Fribourgeois, la marge de manœuvre sera réduite, notamment en raison du frein à l'endettement. «Sur un

budget de 80 milliards, on devrait trouver des solutions», assure-t-il néanmoins. Du côté des professionnels, l'incertitude règne. «L'enjeu est immense», confirme Cynthia Chabbey, directrice adjointe de l'Interprofession de la vigne et du vin du Valais (IVV). Elle ressent une certaine frustration: «Il fut une époque où le concurrent était la cave du village, puis celles du canton voisin. Là, nous avons réussi à créer une dynamique nationale autour des vins suisses afin de faire face à la concurrence étrangère». Pour la Valaisanne, une réduction des aides coupe-

rait cet élan à un moment charnière pour la viticulture comme pour l'ensemble de l'agriculture.

«Consommer local, sur des circuits courts, est plus écologique, tout en laissant une plus grande plus value ici en Suisse, en termes d'emplois, mais aussi de patrimoine», conclut Cynthia Chabbey. «C'est un investissement, pas seulement pour les familles vigneronnes, tant celles-ci contribuent, par leur travail, à la préservation de nos paysages», insiste encore Jacques Bourgeois, citant au passage les vignes en terrasses de Lavaux, inscrites à l'Unesco. ■

«En Suisse, on ne cherche pas à invisibiliser le religieux»

LAÏCITÉ Alors que la France a décidé d'interdire le port des abayas dans les écoles en raison de l'ampleur du phénomène, la Confédération semble préservée par cette mode identitaire. Explications avec la sociologue Mallory Schneuwly-Purdie

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

Tandis que le Ministère français de l'éducation a décidé d'interdire les abayas dans les lieux de formation, appelant ainsi à «faire bloc» face aux «atteintes à la laïcité», la Suisse semble épargnée par le phénomène. La sociologue Mallory Schneuwly-Purdie, présidente du Groupe de recherche sur l'islam en Suisse (GRIS) à l'Université de Fribourg, nous livre ses explications.

Pourquoi ne rencontre-t-on pas cette problématique en Suisse? En France, cette thématique est lue comme une «atteinte à la laïcité». Or la Suisse entretient un rapport complètement différent avec ce concept.

Même Genève et Neuchâtel, qui ont pourtant des Constitutions cantonales laïques, sont bien loin de la manière dont le religieux est perçu en France, et ce même si Genève possède une loi sur la laïcité. En Suisse, on ne cherche pas à invisibiliser complètement le religieux dans l'espace public. De fait, on ne met pas la même charge émotionnelle derrière telle ou telle tenue.

Le voile est comparativement très peu présent en Suisse. Comment l'expliquer? Peut-être parce qu'on n'en a pas fait une affaire d'Etat!

Nous n'appliquons pas les mêmes critères en matière de laïcité, mais un principe de neutralité confessionnelle stricte de l'Etat: ses employés, dont les enseignants, se doivent d'être neutres. La liberté de conscience et de croyance est un droit fondamental, garanti par les constitutions fédérale et cantonales.

Cette liberté religieuse signifie-t-elle pour autant le droit de montrer sa religion? En Suisse, les citoyens, employés de l'Etat exceptés, ont le droit de montrer leur appartenance religieuse, et ce dans le respect des autres confessions. En 2015, le Tribunal fédéral a statué sur le droit des jeunes filles à être voilées à l'école. L'arrêt précise néanmoins que ce droit pourrait être restreint si le comportement de la jeune fille devenait contraire à la liberté religieuse d'autres élèves. Par exemple, si elle mettait la pression sur les autres filles musulmanes pour qu'elles adoptent aussi le voile ou insulte les filles qui portent des jupes ou des décolletés. Dans ce cas, la liberté d'être voilée d'une jeune fille pourrait être remise en question. Mais sur le principe, en Suisse, on accepte la visibilité des identités religieuses. On est moins crispé sur la question qu'en France.

Le port de ces abayas serait donc une réaction à l'interdiction du voile? On peut le voir ainsi, mais certainement pas pour toutes les filles qui portent une abaya. Il ne faudrait pas oublier le côté pratique de cet habit quand vous voulez respecter le code de la pudeur de votre religion. Vous pouvez être habillée de façon décente. Etre

confortable en jogging, en short ou même sexy dans une robe moulante. Vous pouvez aussi être habillée sans style, c'est égal. Mais quand vous sortez, vous enfileriez votre abaya et vous êtes conforme. Il ne faut pas juste voir le côté pratique, mais aussi le côté religieux. Je vais t'apporter mon abaya!»

Cheez certaines jeunes filles, ce sentiment existe pourtant? Peut-être bien que pour certaines c'est le cas. Parce qu'elles se sentent effectivement discriminées et non respectées dans leur identité religieuse.

«Dans notre pays, il n'y a pas de prédominance d'un courant sur les autres»

Cela expliquerait-il également ce rapport différent aux expressions vestimentaires? Cela a évidemment aussi un impact. Dans les pays du Maghreb en général, l'islam est une religion d'Etat. Alors que le Kosovo et l'Albanie connaissent une conception de la laïcité proche de celle en vigueur en Suisse. Il faut aussi arrêter de renvoyer tout le temps les musulmans à leur pays d'origine. En France, on parle de la 4e ou 5e génération. A travers ces vêtements, ces jeunes filles mani-

festent peut-être aussi un ras-le-bol par rapport aux discriminations dont elles sont victimes, comme les garçons, en tant que descendants d'immigrés, musulmans, arabes, habitants de zones d'éducation prioritaire (ZEP). Ils essaient alors de se réinventer, voire se réaffirmer, dans une identité qui ne leur est pas régulièrement refusée, contrairement à l'identité française.

Ces discriminations sont-elles moins fortes en Suisse? En Suisse, on a de vrais programmes d'intégration, et nous n'avons pas non plus la même histoire coloniale ni migratoire. Nous n'avons pas non plus les mêmes problèmes financiers. Car ces crispations identitaires ressortent davantage en situation de crise. Or la France est aujourd'hui ébranlée dans ses institutions. Et ce type de positionnement très anti-gouvernement, anti-identité nationale, on l'a beaucoup moins ici. On a connu un peu cette décrédibilisation de nos institutions pendant la pandémie, mais c'est retombé. Tandis qu'en France, c'est un mal qui ronge. ■